

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

POUR LA PUBLICITÉ

S'adresser, 26, rue Drouot
à l'hôtel du « FIGARO »ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES
Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^{ie}
8, place de la Bourse

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me hâte
de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

H. DE VILLEMESANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

Téléphone, Trois lignes : N° 102-46 — 102-47 — 102-48

ABONNEMENT

	Trois mois	Six mois	Un an
Seine et Seine-et-Oise	15	30	60
Départements	18	35	70
Union postale	21	40	80

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

SOMMAIRE

La Révolution de l'ordre : JULES ROCHE.
La Vie de Paris : L'heureux temps : PAUL GAULOT.
Postes, Télégraphes et Téléphones : LOUIS LANTZMANN.
Le Concours hippique : CH. D.
La crise orientale.
L'étranger : L'inquiétude de l'Angleterre : RAYMOND RECOULY.
Dessin : Une fille d'Eve : FORAIN.
Journaux et Revues : ANDRÉ BEAUNIER.
L'Institut : CH. DAUZATS.
Les Concerts : ROBERT BRUSSEL.
La Vie littéraire : MARCEL BAILLOT.
Feuilleton : Au beau pays de Flandre : CAMILLE LEMONNIER.

La Révolution de l'Ordre

Il ne faut pas grand effort d'observation pour apercevoir le vrai caractère de la grève qui trouble si profondément la vie économique et sociale de la France. Ce pauvre M. Simyan n'en est qu'une bien petite cause occasionnelle, mais nullement la cause « causale ». Qu'il disparaisse ce soir, que tous les postiers reprennent demain matin leur service avec enthousiasme; après-demain, d'autres grèves, d'autres événements surgiront, bouleversant jusqu'à l'impossible l'industrie, le travail national; d'autres manifestations révéleront le mal profond qui ronge l'Etat et dont l'accident d'aujourd'hui n'est qu'un symptôme, — une rampe d'un diabolique.

Lors de son second voyage en France, en 1788, Arthur Young, frappé des idées qu'il remarquait de toutes parts, au milieu de la tranquillité matérielle, écrivait en pleine Bretagne, à Nantes même, le 22 septembre 1788 :

« Les conversations dont je suis le témoin m'ont fait voir l'incroyable changement qui s'est opéré dans l'esprit des Français, et je ne crois pas possible pour le gouvernement actuel de durer un demi-siècle de plus... »

Et deux ans plus tard, il ajoutait en note, au bas de la précédente page de son journal :

« Il ne fallait pas être grand prophète pour prédire ceci; mais les derniers événements ont montré que j'étais bien loin de compte en parlant de cinquante ans. »

Arthur Young savait penser. Il comprendrait que les idées sont génératrices de faits et d'actes, et qu'il n'est pas besoin d'être « prophète » pour conclure presque sûrement de certains états d'esprit à certains événements.

Depuis une quinzaine d'années il s'est opéré « dans l'esprit des Français » — au moins de quelques catégories de Français — un « incroyable changement ».

Autrefois, la notion de la République était inséparable de la liberté.

La liberté, c'est-à-dire le droit pour chacun de faire usage de ses facultés naturelles, dans sa pleine responsabilité, sans autre limite que le droit égal d'autrui et que le respect des conditions essentielles de l'Etat, garant de tous ces droits, était le principe et le but de la République. Nul ne songeait à charger l'Etat du rôle qui appartient à l'individu, dont la loi naturelle est l'effort, le travail, la lutte permanente contre les choses ennemies.

Il y a cinquante ans, nous ne demandions pas la République pour nous reposer, pour qu'elle nous assurât à chacun le bonheur, même le nécessaire, mais pour qu'elle nous garantît le mieux possible le plus complet développement de notre laborieuse action personnelle.

De cette conception, source principale de tous les progrès, découlaient logiquement une politique tendant à restreindre le rôle de l'Etat aux œuvres d'intérêt commun national que lui seul peut accomplir, à laisser les autres à la libre et féconde initiative des citoyens, de plus en plus responsables de leur propre sort.

Or, au fur et à mesure que le temps s'est écoulé, que la génération du milieu du dix-neuvième siècle s'est évanouie, que la Chambre s'est remplie d'hommes jeunes n'ayant pas eu à combattre pour établir la République mais l'ayant trouvée fondée, organisée, — l'esprit parlementaire s'est modifié.

Le souci de la liberté a fait place au goût du pouvoir, au désir d'en jouir. Le député, peu à peu, s'est imaginé de bonne foi être lui-même l'incarnation de la République. Ses adversaires électoraux lui sont apparus comme les ennemis de la République elle-même. De là, deux résultats principaux :

1^o L'extension progressive des attributions de l'Etat : un propriétaire ne saurait trop arrondir son domaine! Plus l'Etat est puissant, plus le député, qui, après Louis XIV, est à son tour « l'Etat », devient lui-même puissant et fier ;

2^o Le rétablissement de la candidature officielle, avec un luxe de procédés, une intensité de pression, sans exemple en aucun pays, en aucun temps.

« So faire redire » est devenu, pour le parlementaire, « l'intérêt supérieur de la République », l'unique objet, le commencement et la fin de toutes les lois. La courtoisie envers le Nombre, envers les groupes particuliers du Nombre, particulièrement forts, a remplacé la courtoisie envers le Principe, envers les favoris du Prince.

Telle institution, telle mesure est-elle favorable ou nuisible au bien public?... la question n'est pas là. Est-elle utile ou non à ceux qui la voteront?... tout est là. Il est certain d'avance que tel système de retraites ouvrières est matériellement irréalisable : qu'importe?... C'est une « promesse » qui peut séduire des électeurs ignorants : votons-la!

Il est certain d'avance que tel rachat

d'un grand service industriel sera onéreux au budget, préjudiciable au public : qu'importe?... Il nous procurera des électeurs asservis : votons-le!

Il est certain d'avance que la loi de 1884 sur les syndicats professionnels ne vise que les intérêts privés, ne s'applique qu'à des agents de la Nation, contre laquelle il est défendu, surtout à ses secrétaires directs, d'entrer en révolte; la Chambre, autrefois, en 1891 notamment, a consacré unanimement cette évidence : qu'importe?... Des agents de l'Etat veulent se syndiquer; ils sont électeurs; leur résister, c'est risquer de les faire voter contre nous : laissons-les violer les lois et préparer les conflits destructeurs avant-coureurs des discordes sanglants!

Ainsi évolua, lentement d'abord, puis vite, très vite bientôt, l'esprit parlementaire.

Aujourd'hui l'œuvre est complète. La plupart des députés et sénateurs sont inégalement plus ou moins par le virus étatisé.

Cependant l'hypertrophie de l'Etat a entraîné ses inévitables conséquences : excès des charges budgétaires, arrivées aux limites des forces contributives du pays; — déperdition énorme dans la transmission du mouvement; — impossibilité de coordonner des actions trop diverses et trop complexes; — en un mot, l'Etat succombe sous un fardeau que nul système de gouvernement ne pourrait supporter; l'Etat démocratique moins que tout autre.

Et l'anarchie surgit de la conception d'un pouvoir étatisé démesuré, fonctionnant par le mécanisme le moins favorable pour des courants méthodiquement conduites : — le mécanisme parlementaire démocratique, le plus instable de tous.

Tandis que cet « incroyable changement » s'accomplissait d'un côté, il ne s'accomplissait pas moins profondément de l'autre : dans l'esprit des citoyens.

Alors que des républicains doivent, par définition, s'adresser le moins à l'Etat, compter le plus chacun sur soi, les Français se détournèrent de plus en plus de la liberté et de l'effort individuel pour invoquer davantage l'intervention de l'Etat. Leurs gouvernants se vantaient d'avoir « éteint les lumières du ciel », mais s'empressaient d'allumer sur leurs têtes d'innombrables cierges laïques, obligatoires, fumeux, de ciré grossier souvent nauséabond, toujours de prix onéreux pour les fidèles du nouveau culte.

Et ceux-ci s'enivraient de cette fumée.

A force d'entendre les parlementaires lui promettre des miracles, lui proclamer chaque jour qu'il est le maître souverain de toutes choses, investi de tous droits, sans nul devoir, qu'il n'a qu'à vouloir pour pouvoir, le Nombre a fini par croire ses courtisans.

« Le pays le veut » étant devenu la formule magique, sans objection — devant laquelle tout doit céder, même quand « le pays » n'a rien dit, même quand, s'il avait vraiment voulu, sa volonté ne servirait de rien contre les « choses », — les citoyens ont perdu la notion des réalités extérieures. Ils ne connaissent plus que leur état d'esprit, leurs désirs, leurs instincts, leurs préjugés, leurs passions. Rien n'existe plus qu'en eux-mêmes, transformés en êtres exclusivement subjectifs, dupes des plus chimériques illusions.

De là ce débordement de réclamations, de projets, de systèmes par où s'exprime la nouvelle religion de ces millions de prétendus libres penseurs, revenus sans s'en douter au fétichisme primitif de leurs aïeux des céniches.

L'électeur, dont le jugement a été perverti par les parlementaires, érige parfois en législateur le premier primaire venu et s'imaginer l'avoir par là même donné de toutes les qualités nécessaires à l'exercice du pouvoir quasi divin qu'il lui suppose.

Les prodiges attendus, ne pouvant venir, ne viennent pas. Les électeurs qui ont le plus espéré, auxquels on a le plus promis — les fonctionnaires, les ouvriers, — s'impatientent, se lassent, s'irritent. Comme ils se sont organisés en syndicats, en corporations, leurs déceptions, leurs mécontentements s'ajoutent les uns aux autres, se multiplient les uns par les autres. La psychologie des foules s'empare d'eux quand ils sont réunis, reste en chacun d'eux quand ils se séparent. Leur croyance aux miracles laïques et parlementaires, loin de s'évanouir par la vaine attente, s'exaspère. Enfin l'esprit de vertige et de guerre les emporte, — et la grève éclate.

Le cycle est accompli.

Et l'ère des aventures est ouverte.

Que faire, maintenant, pour la clore, pour rétablir solidement l'ordre indispensable à la vie?

Terminer la grève des postiers?

Elle n'est qu'un incident. Après celui-là un autre; après cet autre d'autres, une foule d'autres, de tous ordres. Il se serait pu élever de nous leurrer nous-mêmes : le charme va se rompre. Le « pays » dont on a tant parlé, dont on a tant invoqué le consentement, l'autorité, pour s'en parer, pour commander, interdire, tyranniser en son nom, va bientôt ouvrir les yeux et ne plus croire au nouveau dogme parlementaire, démagogique, incapable de remplacer ni la « vieille chanson », répétée « sans trêve dans l'herbe », dit Méphistophélès, depuis tant de siècles, par l'humanité, ni la doctrine un peu âpre sans doute mais si libre, si forte et si féconde de la liberté républicaine.

Pourtant les « choses » presseront. Le cercle se rétrécira autour des faux dieux parlementaires. La foule, troublée

dans sa vie, réclamera l'ordre; les pierres elles-mêmes crieront.

Et il faudra que la « révolution de l'ordre » s'accomplisse.

Les républicains peuvent l'accomplir. S'ils en ont le courage, ce n'est pas la possibilité qui leur manquera.

Nous n'avons point de Constitution; — c'est-à-dire point de « pouvoir certain » responsable; — point de limite précise nécessaire placée devant ce pouvoir; — point de droits garantis aux citoyens; — en définitive aucune des conditions indispensables à l'établissement de l'ordre public dans un pays libre. Nous sommes donc fatalement livrés à l'anarchie despotique et à la ruine.

Il dépend de nous, républicains, de faire cette Constitution — urgente.

On nous la fera, et le problème sera résolu.

On les pseudo-républicains maîtres du jour l'empêcheront, et alors la force des choses se déroulera, s'arrêtera peut-être un instant, reprenant bientôt sa course, un jour ou l'autre, plus ou moins vite, à coup sûr avant longtemps, et c'est à d'autres que le pays devra, — payée plus ou moins cher, — l'inévitable « révolution de l'ordre », après quoi renaitra la vie.

Jules Roche

LA VIE DE PARIS

L'heureux temps

En 1653 les Parisiens se plaignaient. Ils se plaignaient de la poste.

Vraiment rien n'était plus étonnant. On pouvait aller mettre ses lettres, rue Saint-Jacques, pour l'Angleterre; rue Saint-Jacques, pour Barcelone, Rome, Genève, Bourges, Lyon, Metz, Bordeaux, Nantes, Marseille, Dijon et Toulouse; devant le grand portail de Saint-Eustache, pour Bernay, Séz, Rennes et Rouen, et au Marché-Neuf, pour Calais et Reims. Et ces lettres arrivaient. Heureux Parisiens de 1653...

Mais on se plaignait, parce qu'on était obligé de confier à des commissionnaires ou à des laquais les missives qu'on adressait à des parents, amis ou fournisseurs habitant Paris.

Ne comblerait-on jamais cette lacune? demandaient les Parisiens.

M. de Vélayer, maître des requêtes au Parlement, et le comte de Nogent y songèrent. Et l'idée leur vint d'organiser un service de petite poste à l'intérieur de la ville. Voici quelle fut leur conception, à la fois très rationnelle et très pratique. Dans tous les quartiers des boîtes seraient placées, dans lesquelles il serait loisible à chacun de déposer des lettres ou de menus paquets; trois fois par jour, des commis passeraient les prendre et les porteraient aux adresses indiquées. Comme il ne serait pas possible de faire payer le port, ainsi que cela se pratiquait dans les quatre bureaux de l'époque, dont il a été question plus haut, et que l'on ne pouvait s'en fier pour cela à la bonne volonté du destinataire, M. de Vélayer et le comte de Nogent résolurent cette difficulté par une invention des plus heureuses. Au siège social de l'entreprise, il serait délivré des *billets de port payé* de la valeur d'un sou, qu'il suffirait d'attacher aux lettres pour en assurer le transport.

L'ingénieuse organisation de M. de Vélayer et du comte de Nogent, destinée à rendre tant de services aux Parisiens, fut annoncée à ceux-ci dès le 16 août 1653 par Loret, dans sa *Muse historique* :

On va bientôt mettre en pratique
Pour la commodité publique
Un certain établissement :
Des boîtes nombreuses et drues,
Aux petites et grandes rues,
Où, par soi-même ou son laquais,
On pourra porter des paquets,
Et, à l'adresse, à l'heure, à l'heure,
Avis, billet, missive ou lettre.
Que des gens commis pour cela
Feraient chercher et prendre là,
Pour, d'une diligence habile,
Les porter par toute la ville...

Le privilège fut accordé en 1654 aux deux promoteurs de l'idée, et aussitôt l'organisation fonctionna, au grand contentement des Parisiens. Toutefois, il y eut bien, de-ci de-là, quelques anicroches; des paquets et des lettres ne parvenaient pas à destination; l'on mit ces petits accidents sur le compte de souris que de mauvais plaisants auraient pris plaisir à glisser dans les boîtes. Il est plus vraisemblable de penser que ces rousiers n'y étaient pour rien, et que si certains objets ou missives disparaissaient, c'était par le fait de malfaçons ou de maladroits qui n'avaient pas su servir de remède par peu à ces inconvénients, et la petite poste devint un service des mieux organisés et des plus utiles.

Il restait jusqu'à nos jours de désorganisation générale. Quant au personnel — ô temps heureux ! — il remplissait son service avec exactitude et discrétion. Les commis sans insolence ne demandèrent la démission ni de M. de Vélayer, ni du comte de Nogent. Ils ne se croisèrent jamais les bras; ils ne brisèrent aucune boîte.

C'étaient de pauvres hères ignorants des droits de l'homme, qui, comme on le sait, sont la grève et le sabotage.

Paul Gaulot.

Échos

La Température

Il pleut ! il pleut sans cesse ! Au mauvais jour de la veille succède un plus mauvais jour le lendemain, car, hier encore, Paris a été mouillé du matin au soir, comme il l'avait été, d'ailleurs, du soir au matin. Telle a été cette première journée de printemps, passée sous la pluie, et sans qu'elle ait été un seul instant égayée par un pur rayon de soleil.

La température s'est un peu refroidie. Le thermomètre, à sept heures du matin, marquait 3° au-dessus de zéro, et 9° l'après-midi.

La pression barométrique, en hausse pendant la nuit et en baisse depuis la matinée, accusait,

à midi, 756^{mm}. La pression reste basse sur l'ouest de l'Europe, la Méditerranée et le nord de la Russie. De la France, elle est très abondante. Sur nos côtes, la mer est houleuse à Brest et à Biarritz, très grosse à Belle-Ile.

La température est aussi en baisse dans toutes nos régions; on notait au-dessus de zéro : 8° à Lyon, 5° à Clermont, 1° à Biarritz, 16° à Alger.

En France, des pluies sont encore probables avec temps doux.

(La température du 21 mars 1909 était, à Paris : 1° au-dessus de zéro le matin et 7° au-dessus l'après-midi; baromètre : 757^{mm}; beaucoup de brouillard.)

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses à Saint-Cloud. — Gagnants du *Figaro* :

Prix du Pez : Donna Mobile; Kennebec.
Prix de l'Abbaye : Céline; François Joseph.
Prix des Jfs : Quatrain; Charmoy.
Prix du Parc : Harmonie; Afternoon.
Prix des Sapins : Marguerite; Namarens.
Prix du Pavillon : Eucelante; Chartres.

LA RÉSISTANCE NÉCESSAIRE

Elle est très caractéristique, et elle précise on ne peut mieux la situation de la lettre tout à fait courageuse que le président de la Chambre de commerce, M. Georges Lefebvre, a adressée avant-hier au ministre des travaux publics, au nom des présidents des huit grands groupes syndicaux de Paris.

Jusqu'à ce jour, et durant toutes les crises que nous traversons par suite de grèves ou de troubles divers, les commerçants parisiens ne formaient qu'un vœu : sortir le plus tôt possible des difficultés présentes, en sortir tant bien que mal, pour en abrégier la durée et en limiter les ruineuses conséquences. Aujourd'hui c'est un tout autre état d'esprit qui se révèle : ces mêmes hommes désirent assurément la disparition des troubles dans la France entière souffrante, mais ils en veulent par-dessus tout la répression, à tout prix, quel que soit le préjudice qui leur est causé. La manière dont sera résolu le conflit leur importe encore plus que la solution du conflit.

La lettre que ces braves gens ont adressée à M. Barthou est formelle :

Ils tiennent à déclarer nettement, au nom du commerce parisien, que, quel que soit le préjudice qui lui est causé, ils ne sauraient aucunement approuver une solution qui, pour limiter les conséquences d'une interruption désastreuse des transactions, paraîtrait considérer comme légitime le droit de grève des services publics...

Dans ces conditions, et en attirant toute la sollicitude du gouvernement sur un état de choses qui est particulièrement dommageable pour les intérêts qu'ils représentent, ils le prient instamment de mettre fin, avant tout, à un état de révolte qui se dissimule sous le fallacieux prétexte de l'exercice d'un droit, et qui ne saurait être toléré sans mettre en péril le fonctionnement de la vie nationale.

C'est une attitude énergique d'autant plus intéressante à signaler qu'elle est plus nouvelle. Comme les signataires de la lettre le déclarent très justement, il n'y a aucune assimilation à faire au point de vue de l'exercice du droit de grève, entre l'industrie privée dans laquelle les conditions du travail résultent de la loi de l'offre et de la demande, et les administrations publiques qui sont occupées par des agents privilégiés relevant de la seule autorité du gouvernement.

Les exigences des fonctionnaires-employés de l'Etat sont, en effet, devenues tout à fait insupportables. Enregistrons donc avec joie l'affirmation indignée de ces hommes de cœur et de courage qui déclarent au gouvernement que c'en est trop, et qu'il faut maintenant non plus céder, mais résister, et réformer.

Plus d'expédients, des actes pour empêcher le retour de tels désordres.

On ne peut même pas laxer de réactionnaires, suivant la coutume facile ou la réponse habituelle, les signataires de cette noble protestation puisque leurs noms sont les plus connus de l'armorial républicain. Ils ont donné toute leur foi et tout leur appui à la République depuis trente ans; ils en ont été les plus fermes soutiens, et ils représentent, au-dessus de la mêlée des politiciens, la vraie France, celle qui réfléchit, qui travaille, et qui produit.

Cette France-là commence à s'inquiéter des désordres trop fréquents; elle réclame avec une insistance plus formelle une sécurité trop souvent compromise; et si le parlementarisme actuel l'exaspère en ajoutant à l'anarchie des idées dont elle souffre ou des lois dont on la menace, la révolte des services de l'Etat les plus indispensables à son la-beur, et la capitulation devant les révoltes, elle n'attendra plus rien de lui; effrayée, désillusionnée et dupée, elle demandera la délivrance à d'autres, la délivrance à tout prix, même au prix de la liberté. — Gaston CALMETTE.

A Travers Paris

M. Paul Hervieu, en sa qualité de directeur en exercice de l'Académie française, fera aujourd'hui auprès du Président de la République une démarche qui n'est, il est vrai, que l'accomplissement d'une courtoise formalité, mais qui a pourtant son importance.

Ce n'est qu'à l'issue de son entrevue avec le chef de l'Etat que la double élection de MM. Raymond Poincaré et Brieux à l'Académie française sera officielle, car, aux termes mêmes des statuts de la compagnie, M. Fallières, comme tous ses prédécesseurs, rois, empereurs ou présidents, est le « protecteur de l'Académie », et aucun nouveau membre n'y peut être admis sans son agrément.

Et c'est précisément cette approbation de l'élection de MM. Raymond Poincaré

et Brieux que doit solliciter M. Paul Hervieu. Il va sans dire que l'agrément du protecteur est toujours acquis à l'Académie.

Les nouveaux élus des autres sections de l'Institut sont reconnus par un décret ministériel. L'Académie française seule jouit du privilège de voir ses élus agréés par une simple approbation verbale du chef de l'Etat.

Qui aurait supposé que la grève des postiers influerait jusque sur les décisions de la Société d'enseignement supérieur?... C'est pourtant ce qui est arrivé. Cette société avait hier son assemblée. Mais, à cause de la grève, la plupart des membres n'avaient pas reçu leur convocation. Ainsi le *quorum* de l'assemblée ne fut pas atteint. Et il fallut remettre la séance au 25 avril prochain, — pourvu qu'alors le désordre actuel ait cessé!...

ÉLÉGIE

Comme je l'ai haïe ! Comme elle m'a fait souffrir !

C'était une créature fantasque, insaisissable, sans consistance. Un jour, exquise, aux mille petits soins. Le lendemain, odieuse, insupportable. Et la barbarie était de mes cris, de mes menaces, de mes larmes.

Tous les matins, durant des années, je me suis juré de rompre et j'en avais fait mes amis. Payer ce prix-là, pour être traité de cette manière, non, il n'y avait plus moyen !

Et voilà que depuis trois jours, je dois l'avouer, cela a l'air de s'arranger. Je la trouve, je ne sais pourquoi, plus gentille, plus agréable. Elle ne s'empresse guère à me satisfaire, et cependant la moindre de ses paroles m'enchantent et le seul de sa voix me ravit. Devant ses caprices, devant ses mutineries même, je me sens des trésors de patience. Je lui pardonne tous ses méfaits. Je lui découvre mille qualités. Pour un peu, je me reconnaîtrais des torts.

Sans doute, comme toute chose, hélas ! cet engouement finira. Demain peut-être je recommencerai à la maudire et nos querelles reprendront, terribles. Mais jamais je n'oublierai ce qu'elle a été pour moi, durant ces rudes journées de grève, la demoiselle de mon téléphone. — TIRICIS.

LES

Ministres et le Syndicat

Avances gouvernementales

Deux entrevues

Le ministre des travaux publics a reçu hier, de une heure et demie à deux heures, une délégation comprenant six représentants du syndicat national des ouvriers des postes, télégraphes et téléphones. Sur cette entrevue, la note suivante aux journaux est communiquée :

La délégation s'est déclarée vivement émue d'avoir pu constater que des lignes télégraphiques avaient été coupées et a protesté contre ces faits, dont le syndicat décline la responsabilité et sur lesquels il poursuivra une enquête rigoureuse.

Le syndicat a reçu mandat des associations engagées dans la grève d'adresser au gouvernement de la reprise collective du travail :

1^o Si le sous-secrétaire d'Etat donne sa démission ;

2^o Si aucun agent, sous-agent ou ouvrier n'est révoqué ou frappé pour faits de grève ou faits connexes.

La délégation a ajouté que tout le personnel en grève désirait avoir la certitude que ses représentants seraient reçus directement par le ministre des travaux publics pour lui soumettre ses revendications de tout ordre.

M. Barthou a répondu aux délégués du syndicat avec une bienveillance peut-être grande :

4^o Qu'il était impossible au gouvernement de discuter la démission d'un de ses membres en dehors du Parlement, où seulement sa responsabilité est engagée ;

2^o Qu'aucune révoquer n'avait été encore prononcée, et que des mises en demeure ont été ou seront adressées, à tout le personnel, sans exception, pour l'inviter à reprendre le travail au plus tard mardi matin.

Le ministre a assuré la délégation des sentiments de bienveillance du gouvernement, auquel il a demandé de faire crédit.

M. Louis Barthou a ajouté qu'il recevrait, après la reprise du travail, les représentants de tout le personnel, et qu'il s'entreferait avec eux de leurs intérêts.

Maintenant l'exactitude absolue de ses affirmations à la tribune, il a seulement fait observer qu'une erreur de date a été attribuée à une circulaire du 19 août 1908 la suppression du tiercement, qui résulte en réalité d'une circulaire du 14 octobre 1908.

M. Barthou a fait appel aux sentiments républicains et au patriotisme du syndicat pour mettre fin à une crise si douloureusement dommageable à l'intérêt général.

Les mêmes délégués qui avaient eu, dans la matinée, avec M. Barthou cette entrevue se sont rendus à cinq heures et demie au ministère de l'Intérieur, où ils ont été reçus par M. Clemenceau. Le ministre des travaux publics assistait à cet entretien.

Sur cette nouvelle entrevue, donnons encore la note de l'Agence *Havas*, pour n'être point suspect d'ironie ou d'exagération.

M. Clemenceau a confirmé les déclarations faites aux délégués par le ministre des travaux publics.

Il a affirmé qu'il ne saurait admettre qu'on lui demandât la démission du sous-secrétaire d'Etat. C'est là une question qui ne relève que du Parlement, devant lequel seulement se trouve engagée la responsabilité des membres du gouvernement.

Le président du Conseil a invité le personnel des postes et télégraphes à reprendre le travail, aussi bien dans son intérêt particulier que dans l'intérêt général. Il a fait observer que, bien qu'il en eût le droit, le gouvernement n'aurait encore prononcé aucune révoquer. Les agents qui ont été suspendus de leurs fonctions ont été, comme les autres, mis en demeure de rejoindre leur poste. Quant à ceux qui ont été condamnés par les tribunaux, le président du Conseil ne considère pas leur cas comme distinct de celui des autres grévistes.

M. Clemenceau a ajouté qu'il se refusait à promettre qu'aucune mesure de rigueur ne serait prise; mais il a fait observer que par son attitude le gouvernement avait montré qu'il n'était pas animé à l'égard du personnel des postes et télégraphes de sentiments hostiles.

Le président du Conseil a de nouveau insisté pour que la grève prit fin.

volonté et au patriotisme de tous et a demandé aux délégués d'avoir confiance dans le gouvernement qui s'efforcera de concilier les intérêts particuliers du personnel des postes et télégraphes avec l'intérêt général.

Les délégués n'ont point accepté immédiatement les offres du gouvernement, et cependant elles étaient singulièrement adoucies depuis la fameuse séance de vendredi où des paroles si énergiques avaient été prononcées.

Ils se sont retirés après l'entretien pour aller en rapporter les termes, comme ils en avaient reçu mandat, aux associations diverses engagées dans la grève.

Peront-ils à l'Etat la grâce d'accepter leur pardon ? C'est probable.

En tout cas, ils seraient vraiment exigeants en persistant dans leur grève, car le *Journal officiel* de ce matin lui-même leur donne toute satisfaction sur la question d'avancement.

Une instruction

L'Officiel n'attend pas la reprise du travail. M. Simyan, dans une capitulation de sept longues pages, qu'il appelle ou ne sait pourquoi « une instruction », énumère toutes les conditions nouvelles qui sont désormais accordées pour l'avancement de classe et de grade des postes.

Pout-être espère-t-il ainsi, par cette concession de la dernière heure, attirer sur sa tête brulante l'indulgence des agents révoltés, et sauver ainsi sa situation.

Souhaitons que son calcul soit aussi mauvais que la été son règne.

Quoi qu'il en soit, voici le résumé de ses dernières volontés :

Pour assurer aux agents un traitement égal à égalité de mérite, quel que soit le service d'attache, il importe que la commission pour la préparation des propositions d'avancement de classe et de grade et les chefs de notation sur les feuilles signales, soient pénétrés exactement de la valeur et du rôle de ces agents, et de la portée de ces cotations d'après des bases communes d'appréciation.

L'avancement de classe se fait : par ancienneté pour les agents ou les receveurs ou les fonctionnaires des services administratifs de faible aptitude, ou manquant de zèle, ou d'assiduité, etc., etc.

Au demi-choix pour les fonctionnaires d'aptitude et de rendement moyens, dévoués, disciplinés, mais dont le travail n'est pas assez sûr pour obtenir le choix ;

Au choix pour les fonctionnaires très habiles et très dévoués.

Le choix joue un rôle de stimulant. Trop l'étendre serait le supprimer, trop le restreindre l'empêcherait de remplir son but. Les chefs doivent se tenir à distance convenable de ces deux conceptions.

L'avancement de grade se fait d'après les notes portées sur les feuilles signales des agents. Ces feuilles doivent être établies par les chefs avec un scrupuleux souci d'équité et de rigoureuse exactitude. En vue de maintenir dans les différents services l'unité d'appréciation, l'administration pourra prescrire la révision sur place, par l'inspection générale, des notes ou des propositions d'avancement, si elle croira remarquer un excès ou un défaut de bienveillance.

Le sous-secrétaire d'Etat énumère, dans une seconde partie, les règles à observer pour l'établissement des feuilles signales et qui doivent donner toute satisfaction aux grévistes ; il précise ensuite le rôle des inspecteurs dans l'appréciation du personnel, en spécifiant que les notices jointes aux dossiers doivent être communiquées aux intéressés.

M. Simyan espère que ces règles ainsi formulées assureront au personnel le maximum de garantie qu'il est en droit d'exiger.

Il aurait été plus courageux de publier après la reprise du travail ces excellentes réformes que les employés des postes réclamaient vainement depuis deux ans, et que les grévistes arrachaient ainsi à M. Simyan par le sabotage et pendant la grève.

Il n'y a vraiment plus de raison pour eux de ne pas reprendre le chemin de la rue de Grenelle, à moins qu'ils n'aient la férocité d'attendre que le docteur Simyan, déjà chassé par eux, en soit définitivement sorti.

Dans les milieux gouvernementaux, on estime que le conflit touche à sa fin. On explique qu'on a donné aux postes jusqu'à mardi pour que sur tous les points du territoire les agents des postes puissent prendre connaissance, dans les délais prévus par la loi, du décret relatif au droit de révocation signé par le Président de la République au conseil de vendredi soir, et du discours bien net de M. Barthou dont la Chambre a voté l'affichage. Ce délai passé, des sanctions interviendront si les agents des postes ne se soumettent pas sans condition.

Ajoutons que M. Barthou répondra aujourd'hui à la Chambre à une interpellation de M. Rouanet sur les inexactitudes de fait contenues dans son discours de vendredi.

L'explication que doit donner M. Barthou est bien simple : il s'est trompé sur la date de la circulaire relative au tiers-jour qui rapportait celle du mois de juillet 1907 dont les employés des postes se plaignent. M. Barthou a fixé cette circulaire au mois d'août 1908 alors qu'elle est du mois d'octobre de la même année. Il tient à expliquer son erreur et si M. Rouanet, en retirant son interpellation, ne lui en fournit pas l'occasion, il ferait à la Chambre une déclaration avant l'adoption du procès-verbal de la précédente séance.

LA DÉTENTE

Les journalistes qui se présentent hier soir au sous-secrétaire des postes et télégraphes durent constater que tous les fonctionnaires avaient la mine fraîche et le teint clair des hommes heureux. Ils n'hésitèrent point à en exprimer leur surprise. La réponse fut rapide, courte et péremptoire :

— Tout est arrangé !
— Comment ?
— Tout est arrangé, vous dis-je.
— Les employés ont repris le travail ?
— Pas encore. Mais ils le reprendront. Demain, sans doute. Après-demain, au plus tard.
— Ils l'ont promis ?
— Oui... C'est-à-dire : non... Ne me faites pas trop parler. Mais le sous-secrétaire d'Etat a reçu des délégations. Le ministre aussi. Le président du Conseil aussi. Tout va bien. Tout est terminé.
— Sur quels motifs, vous appuyez-vous pour déclarer : tout est terminé ?

— Avez-vous vu les notes officielles ?
— Oui.
— Eh bien ! que vous faut-il de plus ?
— Une toute petite chose : une note des grévistes.
— Une note des grévistes ?
— Oui. Une note où les grévistes affirmeront : Nous reprendrons le travail demain.
— Attendez une minute !
Le fonctionnaire sort et rapporte bientôt une note qu'il lit à haute voix. La voici :

Une délégation de chefs de brigade et de commis principaux des ambulants, qui n'ont d'ailleurs jamais abandonné leur service, s'est présentée aujourd'hui à cinq heures après le sous-secrétaire, à l'effet de l'entretenir de la situation, et de rechercher avec lui le moyen de mettre un terme aux incidents actuels.

Après cette entrevue, qui a été très cordiale, les délégués ont prié le sous-secrétaire d'Etat de demander pour eux une audience au ministre des travaux publics, des postes et télégraphes dans la matinée d'aujourd'hui lundi.

— Mais, disons-nous, ce n'est pas une note des grévistes ?
— Non. Mais elle vous montre qu'il y a des pourparlers engagés.

Non seulement entre le gouvernement et les grévistes, mais entre les travailleurs et leur chef. L'issue n'en est pas douteuse.

Et vraiment notre interlocuteur semble absolument persuadé que la grève est terminée. On professe la même opinion à la Préfecture de police. Certains grévistes, que nous interrogeons, se montrent favorables à la reprise du travail.

— On n'a pas tout dit dans les notes officielles, nous affirment-ils. Mais nous savons que M. Barthou, comme M. Clemenceau, ont laissé entendre aux délégués le prochain départ de M. Simyan. Nous sommes assez raisonnables pour comprendre les raisons qui ont forcé les deux ministres à ne pas prendre l'engagement public de « débarquer » leur collègue. Ce succès moral nous suffit. Demain nous libérerons le commerce de ses inquiétudes. Nous reprendrons le travail.

Comptes rendus de mandat

Les grévistes s'étaient réunis, dans l'après-midi, au manège Saint-Paul. A quatre heures, ils avaient entendu déjà plusieurs discours lorsque soudain arriva M. Paillon, chef des ouvriers des lignes, qui leur rendit compte de la visite faite le matin à M. Barthou :

— Le ministre s'est refusé, dit-il, à nous donner satisfaction sur un point capital. (C'était sans doute le départ de M. Simyan). A cinq heures et demie, M. Clemenceau nous recevait. Nous vous dirons ce soir le résultat de cette entrevue, et si vous devez rester en grève. Nous ne réitérerons que la tête haute et après avoir obtenu toute satisfaction.

L'entrevue entre les délégués et M. Clemenceau eut lieu. On en a lu plus haut le compte rendu officiel. A huit heures quarante du soir, M. Paillon, revenu de la place Beauvau faisait à nouveau son apparition à la tribune. En attendant, les grévistes avaient organisé un concert. Les chansons se turent. Le chef ouvrier parla. Il prononça cette simple phrase :

— Les camarades de votre Comité de grève viennent de voter la reprise du travail.

Assistait une immense clameur s'éleva. Clameur furieuse. Les assistants conspuent et protestent, avec unanime cohère qu'il est impossible de discerner, dans le vacarme général, un mot particulier, une interpellation distincte. M. Paillon reste à la tribune, et crie, lui aussi, de toutes ses forces, sans que personne puisse ni veuille l'entendre. Enfin, il profite d'une courte accalmie pour dire :

— M. Clemenceau a confirmé les déclarations de M. Barthou.

Il tumultue redouble. Cette fois, c'est l'orateur qu'on injurie, et de la manière qui — si l'on en juge par ses récentes déclarations — doit l'atteindre le plus vivement : « Traître ! Vendu ! Faux-frère ! » sont les moindres des épithètes qui viennent le souffler. Un peu pâle, mais le visage résolu, et tâchant de faire tête à cette violence émue, il reste debout à la tribune. Il continue, dès que la lassitude des interrupteurs le lui permet :

— Sur la première question, qui est la démission de M. Simyan, M. Clemenceau nous a déclaré que les ministres, n'étant responsables que devant la Chambre, et la Chambre leur ayant donné raison, ils ne pouvaient accepter de discuter en ce moment la démission de M. Simyan.

L'assistance ne peut entendre ces paroles sans protester à nouveau. De tous côtés, les cris partent : « Il est payé ! Combien l'a-t-on payé ? C'est une trahison ! A bas le Comité ! A bas Paillon ! Subra ! Subra ! Ou est Subra ? »

Les femmes ne montrent pas moins d'excitation que les camarades masculins. La grande famille postale semble vouloir mériter la définition de Jules Renard : « que la famille est une réunion de gens qui ne peuvent pas se souffrir ». Les femmes pleurent. Il en est qui poussent des cris affreux, se jettent sur le sol ou trébuchent. Plusieurs se laissent aller à des crises de nerfs.

Les hommes crient, le visage congestionné, le bras tendu. Il n'est guère de mots qui puissent peindre ce désordre, cette effervescence unanime de huit mille personnes. L'énorme salle du manège Saint-Paul, en effet, est pleine. Les assistants sont étroitement serrés les uns contre les autres. De cette foule qui étouffe, une immense clameur monte vers le citoyen Paillon, lequel semble lui-même en proie à un trouble extrême.

— C'est un lâchage ! C'est honteux ! Le Comité est vendu ! Démission ! Démission !

L'orateur laisse passer l'orage, et puis reprend :

— Ce qui nous donne satisfaction, c'est que :

« 1° Nous ne voyons pas comment M. Simyan pourrait rester en fonctions. Les délégués, à l'avenir, discuteront avec M. Barthou, en se passant du concours de M. Simyan ;

« 2° Aucun agent, sous-agent ni ouvrier ne sera frappé pour faits de grève ou faits connexes.

« M. Barthou nous a déclaré qu'il ne voulait pas faire de victimes. M. Clemenceau nous a, en outre, assuré qu'au-

cune révocation n'était signée à l'heure actuelle.

« Nous avons rapporté au comité de grève le résultat de notre entrevue. La discussion a été très longue. A la fin, nous avons décidé que demain, à midi, tout le monde reprendrait le travail. Mais le comité de grève reste en permanence. Les membres ne reprendront pas le travail. Dès demain, ils se rendront auprès du ministre des travaux publics pour soutenir devant lui nos revendications. Vous les connaissez. Elles concernent : la question du tiers-jour, le projet Groussier, le commissionnement, etc.

« Nous exigeons que tous nos camarades soient réintégrés dans leurs fonctions. »

M. Paillon n'a pas achevé que le tumulte recommence, plus violent encore. Des cris de femmes, des injures. Et la même clameur : Vendu ! Vendu !

M. Paillon renonce à défendre la décision du Comité de grève. Aussi bien est-il un piètre orateur. Et puis, quelle éloquence obtiendrait le silence de cette foule exaspérée ? Le chef des ouvriers des lignes se contente donc de crier :

— J'ai l'habitude de m'incliner devant la majorité. Votez-ou pour la grève, ou pour la reprise du travail ?

Un : « Non ! » formidable jaillit de toutes les poitrines. Et un des assistants, bondissant à la tribune, résume l'opinion de tous :

— C'est une réédition du coup de Marcel Albert ! On nous berne... Nos délégués se sont laissés flouer, ou bien ce sont des trahisons. Ce n'est pas dans huit jours qu'il nous faut la tête de Simyan. C'est avant que nous reprenions le travail. C'est tout de suite.

Les auditeurs, acclamant, avec une ardeur délirante.

Alors, M. Paillon :

« Volons à main levée ! Que ceux qui sont d'avis de reprendre le travail lèvent la main ! »

Trois mains se lèvent.

— Que ceux qui sont d'avis de continuer la grève lèvent la main !

Des milliers de mains se lèvent. Tous les assistants, debout, acclamant à pleine voix.

Au comité de la grève

On pense bien que le comité de grève, ainsi désavoué par ses mandataires, s'est réuni dans la soirée. Ses discussions étant secrètes, on ne peut savoir ce que ces meneurs, débordés par le mouvement qu'ils ont créé, se sont reprochés les uns aux autres. Mais le fait est qu'ils se sont violemment pris à partie. Et leurs éclats de voix parvenaient jusqu'au dehors.

Aussi bien, des délégués des divers permanences arrivèrent bientôt et furent maintenus à grand-peine dans les couloirs. Tous voulaient pénétrer dans la salle du comité pour dénoncer l'extrême fureur provoquée dans les permanences par la nouvelle de la reprise du travail.

— Nous ne faisons pas confiance à M. Clemenceau, s'écrient-ils. Il nous faut la tête de Simyan. Nous la voulons. Nous l'avons.

Il reprochent amèrement au comité de grève d'avoir envoyé une délégation aux pouvoirs publics sans avoir, au préalable, demandé l'avis des grévistes. Enfin, le comité termine sa délibération à la suite de laquelle la note suivante est communiquée aux délégués :

« Le comité central de grève demande très instamment à tous les camarades de ne pas reprendre le travail avant qu'il leur ait été rendu compte des démarches effectuées auprès des pouvoirs publics.

« Des explications très précises leur seront fournies au meeting qui se tiendra demain matin, à neuf heures, au Tivoli-Vauxhall.

« Le comité central de grève. »

Donc, il faut attendre les décisions qui seront prises aujourd'hui. A onze heures du soir, la Préfecture de police annonçait encore la fin de la grève. Sans doute y a-t-il lieu d'espérer que les grévistes, sortis du meeting, auront pesé les concessions gouvernementales et reconnu leur importance. Mais ce n'est qu'un espoir.

Louis Latzarus.

P. S. — Les délégués ouvriers qui s'étaient rendus au ministère de l'Intérieur sont allés, après la réunion du manège Saint-Paul, au manège Lhomond où étaient réunis les sous-agents des postes. Là M. Paillon eut sa revanche. Ses déclarations furent acclamées d'enthousiasme. Les sous-agents ont décidé de reprendre le travail aujourd'hui à midi.

Nous n'aurons pas la grève des chemins de fer. Voici l'ordre du jour voté par les délégués du Syndicat des chemins de fer, hier :

Le comité des réseaux des travailleurs des chemins de fer, après avoir entendu les déclarations de Géo et Thibaut, du comité de la grève de P. T. T., prend acte de leurs déclarations, desquelles il résulte que, présente, une intervention en leur faveur est inutile, la grève étant générale et le triomphe assuré.

Décide néanmoins de prendre immédiatement les mesures nécessaires en vue de continuer l'exécution des travaux de l'Etat, sous réserve d'une mesure quelconque contre les grévistes qui fêlent de leur attitude égoïste et du calme dont ils ne se sont jamais départis.

Allons nous, par hasard, être tranquilles quelques jours ?

DANS LES DÉPARTEMENTS

A Marseille, un tiers du personnel en grève, mais un personnel énergique proclamant la grève à l'unanimité ; à Lille, reprise du travail ; à Nantes, vœux de sympathie mais continuation du travail. Même attitude à Dijon après expectative de quarante-huit heures ; à Bordeaux, départ d'une délégation de grévistes envoyée au comité de grève de Paris.

Telle est la situation de dimanche en province.

Toutefois, dans le département de la Somme une enquête administrative a été établie que 57 fils télégraphiques ont été coupés. Mais les saboteurs ne sont pas encore découverts.

Le service des postes et des télégraphes entre la France et l'Angleterre s'est amélioré : trois fils télégraphiques ont fonctionné aujourd'hui entre Londres et

Paris, mais l'un d'eux a cessé de fonctionner ce soir.

Les lettres arrivent avec plusieurs jours de retard.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SEINE

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DE SCEAUX
MM. Chenal, rad. 9.445 voix
Thomson, soc. unifié. 7.192
Blouin, prog. 3.256
Colombet, rad.-soc. 238

Il s'agissait de remplacer M. Maunier, élu sénateur.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION DE SCEAUX

MM. Nectoux, soc. unifié. 4.977 voix
Carmignat, rad.-soc. 3.303
Jardus, rad. 3.769
Marc Sangnier, soc. chrét. 4.778

Il s'agissait de remplacer M. Gervais, élu sénateur.

TARN

CIRCONSCRIPTION DE GAILLAC
MM. Rolland, rad. indép. 5.614 voix
Abadie, rad. 3.958
Imbert, soc. unifié. 2.256

Il s'agissait de remplacer M. Gouzy, radical, élu sénateur.

VOSGES

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION D'ÉPINAL
MM. Ferry, rad. 10.318 voix
Lahalle, prog. 4.035

Il s'agissait de remplacer M. Boucher, progressiste, élu sénateur.

CIRCONSCRIPTION DE NEUFCHÂTEAU

MM. Colin, prog. 5.489 voix
Picard, rad.-soc. 4.746
Briand-Milon, rad.-soc. 782

Malgré des communes, mais l'élection de M. Colin paraît assurée.

Il s'agissait de remplacer M. le comte d'Alsace, élu sénateur.

Scrutins de ballottage

AIN

CIRCONSCRIPTION DE BELLEY

M. Hérier, rad.-soc. ELU
M. Martelin, républicain, conseiller général, qui dut céder au premier tour, s'est retiré purement et simplement.

Il s'agissait de remplacer M. Baudin, élu sénateur.

CORSE

CIRCONSCRIPTION DE SARTÈNE

MM. Balesi, rad. ELU
Quilichini, prog. 9.723

Il s'agissait de remplacer M. Chambrige, radical.

SEINE-ET-MARNE

CIRCONSCRIPTION DE MEAUX

MM. Perriou, rad.-soc. ELU
Lafiteau, rad. 9.723

Il s'agissait de remplacer M. Aimond, radical, élu sénateur.

SEINE-ET-OISE

CIRCONSCRIPTION DE PONTISE

MM. Amiard, rad.-soc. 10.318 ELU
Leredu, prog. 4.035

Il s'agissait de remplacer M. Aimond, radical, élu sénateur.

SOMME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION D'AMIENS

MM. Lecointe, soc. unifié. 11.016 ELU
David, prog. 9.923

Il s'agissait de remplacer M. Piquet, radical, élu sénateur.

CIRCONSCRIPTION DE DOULLENS

MM. Dusevel, rad. 6.476 ELU
Myrnes, soc. unifié. 4.581

Il s'agissait de remplacer M. Rousé, radical, élu sénateur.

Le Monde & la Ville

SALONS

— L'ambassadeur de Russie et Mme de Nélidow ont donné, hier soir, un dîner, en l'honneur de l'ambassadeur.

Les convives étaient :

L'ambassadeur d'Espagne et la marquise del Muni Naoum-pacha, ambassadeur de Turquie ; l'ambassadeur des Etats-Unis, Mme et M. Henry White, général, Mme et M. Florentin, le ministre de Belgique et Mme Le Ghat, le ministre de Suède et comtesse Cyndie de la Roche, le ministre de Bulgarie et Mme Stancioff, M. Francis Champs, de l'Académie française ; vicomte et vicomtesse Georges d'Avenel, M. Nekludov, conseiller d'ambassade, M. de Eiter, premier secrétaire, prince Cantacuzène, attaché, prince Woronjeff, M. Alexandre de Nélidow.

Très brillante soirée artistique avec hier chez Mme Emilie Herman, à l'occasion de la récente nomination de M. Hennebains comme professeur au Conservatoire. MM. Théodore Dubois et André Wormser ont accompagné quelques-unes de leurs œuvres.

M. de Eiter, premier secrétaire, prince Cantacuzène, attaché, prince Woronjeff, M. Alexandre de Nélidow.

Très brillante soirée artistique avec hier chez Mme Emilie Herman, à l'occasion de la récente nomination de M. Hennebains comme professeur au Conservatoire. MM. Théodore Dubois et André Wormser ont accompagné quelques-unes de leurs œuvres.

M. de Eiter, premier secrétaire, prince Cantacuzène, attaché, prince Woronjeff, M. Alexandre de Nélidow.

Très brillante soirée artistique avec hier chez Mme Emilie Herman, à l'occasion de la récente nomination de M. Hennebains comme professeur au Conservatoire. MM. Théodore Dubois et André Wormser ont accompagné quelques-unes de leurs œuvres.

M. de Eiter, premier secrétaire, prince Cantacuzène, attaché, prince Woronjeff, M. Alexandre de Nélidow.

Très brillante soirée artistique avec hier chez Mme Emilie Herman, à l'occasion de la récente nomination de M. Hennebains comme professeur au Conservatoire. MM. Théodore Dubois et André Wormser ont accompagné quelques-unes de leurs œuvres.

M. de Eiter, premier secrétaire, prince Cantacuzène, attaché, prince Woronjeff, M. Alexandre de Nélidow.

Très brillante soirée artistique avec hier chez Mme Emilie Herman, à l'occasion de la récente nomination de M. Hennebains comme professeur au Conservatoire. MM. Théodore Dubois et André Wormser ont accompagné quelques-unes de leurs œuvres.

M. de Eiter, premier secrétaire, prince Cantacuzène, attaché, prince Woronjeff, M. Alexandre de Nélidow.

Très brillante soirée artistique avec hier chez Mme Emilie Herman, à l'occasion de la récente nomination de M. Hennebains comme professeur au Conservatoire. MM. Théodore Dubois et André Wormser ont accompagné quelques-unes de leurs œuvres.

M. de Eiter, premier secrétaire, prince Cantacuzène, attaché, prince Woronjeff, M. Alexandre de Nélidow.

Paisiello, Vaghi, Berthoven, B. Godard, Schumann, Salviator Marchesi, Puccini, Verdi, Léo Delibes, Schubert, Richard Strauss.

Très acclamés, M. Innocenzo Caldeira, de la Scala de Milan, et Mme Breiter, qui prêtait leur concours au programme. Le premier a été merveilleux dans des pages de Verdi, Cesti et Tosti. La seconde a fort bien accompagné avec son violon Mlle François Ronson et Coral Baker.

Le piano d'accompagnement était tenu avec maîtrise par M. Frédéric Ponsot.

Reconnu dans l'assistance :

La princesse Marie de Saxe-Meiningen et sa dame d'honneur la baronne d'Erffa, comtesse André Minzsch, R. de Barbenant, Mmes le Comte Grandismond, de Munkacz, de Fonds-Lamothe, Alexandre Dumas, Mlle Nimitz, Mmes Arthur Pougin, Michel de Morini, MM. Saint-Hilaire, Charles Holmann-Black, William Herford, Rod MacMillan, docteur Bull, Strachosch, Hougo, etc.

Thé-bridge, jeudi dernier, chez Mme Ella Hoffman, dans ses salons de la rue de la Faisanderie. Reconnu :

Comtesse Soltyk, comtesse Henry Housaye, comtesse de Coste, comte de Plater, comtesse de Frise, vicomtesse Vilain XIII, baronne et Mlle d'Asbeck, baronne de Graffenried, les demoiselles Hamilton, baron et baronne de Morpigny, marquis et marquise de Villeneuve, comte de Solms, M. Biard d'Aunet, Mgr et Mme Ormsby, M. Holman Black, Mmes Danesi, Montgomery, Mahan, Bradley-Keefer, Dodge, Rankle, La Fonta, Horton, Silver, Wiermington, R. de, Young de Maxwell, Gowen, Mmes et Mlle Nash et O'Connor, etc.

Soirée musicale très réussie chez Mme A. Vlasto, au cours de laquelle la Société des instruments anciens a exécuté de façon parfaite des airs d'autrefois sur des violons, des hautbois et des luths ; l'auditoire très restreint fut ensuite la joie d'applaudir la grande cantatrice mondaine qu'est Mme Kinen, qui interpréta avec une égale perfection des mélodies de Schubert, de César Franck et de Brahms.

Reconnu :

L'ambassadeur d'Allemagne et la princesse de Radolin, l'ambassadeur des Etats-Unis, l'ambassadeur de Turquie, la comtesse de Gyllenstolpe, le ministre de Bulgarie et Mme Stancioff, la princesse Jeanne Bonaparte marquis de Villeneuve, marquis et marquise de Montebello, baron et baronne de Bellesize, Mme Hochon, vicomtesse de Trédern, comtesse P. de Tanlay, comtesse de Housaye, Mlle de

Une fille d'Eve

Jacques de Vienne, le vicomte de Guiller, Marcel de Gresselin, Simon, le baron de Veauce, J. Guichard, le vicomte de Polin, le vicomte de Saint-Genys, le vicomte de Guébriant, le vicomte Henri de Trédern, René Durand, le vicomte du Pontavice, Paul Baubigny, le baron de Lapinotie, le comte de Maleville, G. Christian de Lihus, le comte de Mouchy, le marquis de Crozet, le comte de Palaminy, le marquis de Dresnay.

La première journée des épreuves d'obstacles a été particulièrement brillante — douze parcours sans faute. Voici la liste des récompenses :

1^{er} prix, *Don Quichotte*, à M. J. A. Brodin, monté par M. Henry de Roger ; 2^e prix, *Original*, présenté par son propriétaire, M. Ed. Gautier ; 3^e prix, *Patrick*, présenté par M. Piot ; 4^e prix, *Orange*, montée par M. Bourgard (Mme Bourdet, propriétaire) ; 5^e prix, *York*, à M. Brodin, monté par M. Henry de Roger ; 6^e prix, *Miss Hayette*, à MM. de Liocourt et Bréhier, montée par M. Bréhier ; 7^e prix, *Pile ou Face*, à M. Pierre de Vazelles, et présenté par ce dernier ; 8^e prix, *Maghen*, présenté par M. de Clerville ; 9^e prix, *Marianna*, montée par M. Henry Leclerc ; 10^e prix, *You-You*, montée par M. André d'Hausen.

Flots : *Aligator* (M. Cravoisier), *Salamée* (comte d'Havincourt), *Donner* (M. Guérin), *Epi d'Or* (comte de Mézamat de Lisle), *Eisa* (M. Charles Dufour), *Nedde* (M. Henry de Royer), *Dancing Girl* (M. P. de Vazelles), *Louise* (M. van Holsken), *Ketty* (M. Gautier), *Courageux* (M. de Monterzon), *Quick* (baron de Ladoucette), *Ophélie* (comte de La Fouché), *Hats-Off* (M. Pierre Crépini), *John Bull* (comte de Bonardi).

Aujourd'hui, à neuf heures et demie, chevaux attelés seuls, à deux heures et demie, prix des Habits rouges, obstacles.

Ch. D.

La Crise orientale

Tout le monde, en Europe, envisage désormais avec beaucoup d'optimisme le différend austro-serbe et la crise orientale... tout le monde, sauf une bonne partie des journaux allemands ; ceux-ci s'obstinent à voir les choses en noir ; ils sont remplis de prédictions sinistres ; ils continuent à croire que seule une expédition de l'Autriche en Serbie pourra résoudre les difficultés actuelles. Les journaux autrichiens et hongrois taisent, par ordre supérieur, toutes les nouvelles concernant la mobilisation. Mais la presse germanique n'a pas les mêmes raisons d'être discrète et nous apprenons par elle tous les détails des préparatifs militaires, la répartition des armées, l'emplacement du quartier général, les bases d'opération, le nom du commandant en chef, etc., etc.

A quoi visent ces informations alarmantes et ce luxe de nouvelles guerrières ? Uniquement à convaincre l'Autriche et la Russie que l'Allemagne remplit jusqu'au bout ses obligations de fidèle alliée, qu'elle est en Europe la seule alliée sur laquelle on puisse vraiment compter.

C'est pour cela que la presse allemande se montre en ce moment plus autrichienne que les Autrichiens. Mais il y a « la manière » d'affirmer son zèle ; les journaux d'outre-Rhin et ceux qui les inspirent ne possèdent à aucun degré « la manière ». Il faut nous y résigner et ne pas nous préoccuper autrement de ces prédictions pessimistes que leurs auteurs eux-mêmes sont les premiers à ne pas prendre au sérieux.

Car à Berlin, plus encore qu'ailleurs, les gens qui savent savent bien que la paix n'est aucunement menacée. — Raymond Recouly.

En Russie

Saint-Petersbourg, 21 mars.

Un conseil des ministres extraordinaire a été tenu avant-hier soir ; il a été entièrement consacré à la crise balkanique. Le conseil a reconnu la situation grave et a résolu à l'unanimité de prendre toutes les mesures propres à empêcher la guerre.

M. Isvolsky a fait ressortir la nécessité de prendre toutes les mesures propres à empêcher la guerre.

M. Isvolsky a fait ressortir la nécessité d'un règlement amiable, car, en cas de conflit austro-serbe, les puissances, malgré leurs dispositions pacifiques, ne pourraient pas rester neutres.

Les autres ministres ont insisté sur ce fait qu'une guerre ruinerait et désorganiserait définitivement la Russie.

Le ministre des finances, notamment, a déclaré que le pays commence seulement à rétablir ses finances et à se relever des énormes pertes que lui ont causées la révolution et la campagne japonaise ; une nouvelle guerre paralysait donc les efforts et les sacrifices qu'il a faits dans ces dernières années.

De son côté, le ministre de la guerre a fait remarquer que l'armée vient d'entrer dans une voie de perfectionnement que la guerre entraverait.

Enfin, le ministre du commerce a dit que la guerre provoquerait une irréparable crise économique.

Aussi, le conseil a approuvé la politique de M. Isvolsky et l'a invité à faire de nouvelles démarches à Belgrade dans le but d'engager la Serbie à ne pas envahir la crise.

Saint-Petersbourg, 19 mars.

Le *Gradjanine* a publié hier sur la politique extérieure, un grand article qui a produit ici, dans les milieux politiques, une vive impression :

A présent qu'au milieu des complications déchaînées par le conflit austro-serbe, écrit l'organe conservateur, la comédie balkanique menace de devenir un drame, c'est pour son auteur l'heure de justifier et d'établir qu'il n'a pas abusé de la confiance de son souverain.

Notre diplomatie n'a rien fait pour étouffer à l'origine l'incendie oriental ou tout au moins en arrêter les progrès ; tous ses efforts, au contraire, n'ont eu pour résultat que de l'activer. La Russie, qui avait tant besoin de calme pour ses travaux intérieurs, se trouve aujourd'hui, du fait de sa diplomatie, non seulement vis-à-vis des Etats balkaniques, mais encore de l'Europe, dans une situation où jamais encore sa diplomatie n'avait osé accuser le monarque et l'Etat, en conseil de l'activer. La Russie, qui avait tant besoin de calme pour ses travaux intérieurs, se trouve aujourd'hui, du fait de sa diplomatie, non seulement vis-à-vis des Etats balkaniques, mais encore de l'Europe, dans une situation où jamais encore sa diplomatie n'avait osé accuser le monarque et l'Etat, en conseil de l'activer.

Notre diplomatie n'a rien fait pour étouffer à l'origine l'incendie oriental ou tout au moins en arrêter les progrès ; tous ses efforts, au contraire, n'ont eu pour résultat que de l'activer. La Russie, qui avait tant besoin de calme pour ses travaux intérieurs, se trouve aujourd'hui, du fait de sa diplomatie, non seulement vis-à-vis des Etats balkaniques, mais encore de l'Europe, dans une situation où jamais encore sa diplomatie n'avait osé accuser le monarque et l'Etat, en conseil de l'activer.



— Comment peuvent-elles poser aussi peu vêtues ? J'aimerais mieux mourir !

de son honneur et de sa dignité, de se retirer de l'incendie activé par sa diplomatie.

La légation criminelle de M. Isvolsky n'a pas connu de bornes. Non content d'intervenir dans les affaires austro-serbes en dictant des conseils et de prendre sur lui de forcer le souverain et le pays à se montrer solidaires des aventuriers serbes qui poussent cet Etat à la guerre, il s'est encore immiscé dans les affaires bulgares, et pour y jouer un rôle médiateur, il a contraint la Russie à supporter, au profit de la Turquie, et pour la commodité de la Bulgarie, une perte de 50 millions, en ce moment où chaque rouble nous est nécessaire pour la satisfaction de nos besoins vitaux les plus impérieux.

Saint-Petersbourg, 20 mars.

Le conflit austro-serbe est absolument stationnaire. Dans mes conversations avec plusieurs hommes d'Etat et diplomates, j'ai recueilli cette impression que l'Autriche semblerait disposée à différer sa réponse au second communiqué serbe de façon à permettre à la Serbie de se rendre aux nouveaux conseils des puissances et de manifester, soit par une note diplomatique, soit par une déclaration de son ministre des affaires étrangères au comte Forgach, l'intention de modifier son attitude actuelle et qu'alors suivant la ligne de conduite adoptée par la Serbie, le cabinet de Vienne indiquerait, par une note ou déclaration, le désir déjà manifesté par lui, d'entamer une conversation directe avec Belgrade, ou au contraire, persisterait les points de vue obscurs dans les deux premiers communiqués serbes, et dont l'Autriche attend éclaircissement, donnant ainsi à sa note un caractère plus ou moins impératif d'ultimatum.

Au reste, on est ici persuadé que nous ne tarderons pas à être fixés sur l'issue du conflit, la situation présente ne pouvant se prolonger.

On continue à commenter l'accord turco-russe et il ne paraît plus rencontrer l'unanime approbation du premier jour. Dans certains milieux politiques, on ne dissimule pas son mécontentement et on déclare que, pour jouer à tout prix

un rôle médiateur dans le conflit oriental, et pour la satisfaction personnelle de son amour-propre, M. Isvolsky a sacrifié les intérêts de la Russie. Ce sont en somme, encore accentuées, les critiques du *Gradjanine*.

L'impression, d'autre part, de mes conversations avec plusieurs financiers russes m'a convaincu que l'accord intervenu était purement diplomatique, c'est-à-dire de principe, et que si, en dépit des arguments donnés par les sphères dirigeantes de la politique extérieure, il était doré et déjà certain qu'il aboutirait à une perte pour la Russie, on ne pouvait se prononcer encore sur ses conséquences, ni même sur la possibilité de sa réalisation pratique, puisqu'il fallait maintenant attendre les propositions financières précises de Constantinople, que la Porte s'est réservée jusqu'au 1^{er} juillet pour formuler, et qu'en tout cas tout dépendrait de l'état du marché turc au moment où serait faite l'opération. — René MARCHAND.

En Autriche-Hongrie

Vienne, 21 mars.

Au sujet des négociations des puissances en vue d'une démarche commune à Belgrade, le *Fremdenblatt* écrit :

Il est superflu de faire remarquer que l'action en question n'a pas eu pour cause une suggestion autrichienne. Mais le cabinet de Vienne, informé de ces négociations entre les puissances, ne s'en est pas moins déclaré prêt à satisfaire à leur désir et à reculer, en raison de la démarche projetée, la date choisie pour la réponse à la note serbe du 14 de ce mois.

D'une part, le gouvernement austro-hongrois veut offrir aux puissances le moyen de se mettre d'accord sur la meilleure forme à donner aux conditions qu'elles veulent poser à Belgrade ; et d'autre part, il veut laisser au cabinet de Belgrade le temps d'accommoder son attitude à la situation que les puissances désirent voir établir, et d'accorder son ton, avec le langage qu'on attend et qu'on exige de lui. — (L'Agence Havas.)

Il n'est point douteux que le succès de la nouvelle démarche des puissances, inspirée quelle est par les meilleures intentions, n'accroisse considérablement la situation. Mais il n'en est pas moins certain que le succès cherché à pour condition essentielle, que les puissances soient certaines d'avance que les déclarations demandées à la Serbie répondent aux conditions que l'Autriche-Hongrie considère comme une indispensable garantie du rétablissement des relations normales.

La politique austro-hongroise ne pourrait envisager avec la confiance nécessaire le cours futur des événements que si la Serbie manifestait son intention ferme de faire complètement volte-face et qu'elle employât non pas des formules artificielles et élastiques, mais des déclarations satisfaisantes et claires, en les appuyant d'actes évidents et patents.

Etant données les tendances absolument pacifiques qui caractérisent de longue date la politique austro-hongroise, il est sans doute inutile de donner spécialement l'assurance de l'intérêt et de la sympathie avec lesquels nous suivons les démarches que les puissances s'efforcent sincèrement de faire dans ce sens auprès de la Serbie.

Budapest, 20 mars.

Le *Journal officiel* de demain va publier un arrêté défendant de communiquer aux journaux toute information relative aux mouvements des troupes, à l'état des places fortes, aux approvisionnements et matériel de guerre en tant que quantités et lieux de dépôt, enfin à la quantité, à la qualité et au transport des vivres.

En Italie

Rome, 21 mars.

Dans notre monde officieux on semble avoir de bonnes raisons pour croire que tout danger d'un conflit entre la Serbie et l'Autriche est écarté. On m'affirme que la France, l'Angleterre et l'Italie ont décidé de conseiller le désarmement à Belgrade. Cette démarche aura pour conséquence, pour l'Autriche, de lui faire renoncer à toute attitude agressive contre

la Serbie, et d'assurer ainsi le maintien de la paix dans des conditions honorables pour les deux parties. — Félix.

A l'Etranger

L'inquiétude de l'Angleterre

Le grand débat sur la marine qui vient de s'engager à la Chambre des communes mérite, au plus haut point, d'attirer l'attention de notre pays. Des déclarations extrêmement graves ont été faites par M. Asquith, le premier ministre, et par le premier lord de l'Amirauté. Pendant plusieurs jours, sous prétexte de marine britannique, on n'a guère parlé aux Communes que de la flotte allemande, de ses extraordinaires progrès dont les Anglais sont étonnés et alarmés. Enfin, l'opinion et la presse britanniques laissent voir une préoccupation, une nervosité des plus vives : dans un même numéro du *Times*, celui de vendredi, il n'y avait pas moins de deux articles éditoriaux consacrés au même thème : la flotte anglaise et le péril germanique.

D'où proviennent ces inquiétudes ? Le premier ministre, avec une netteté et une bonne foi parfaites, l'a lui-même indiqué : d'un faux calcul de l'Amirauté.

L'année dernière à pareille époque, sir John Fisher, le chef militaire de l'Amirauté, dans une déclaration retentissante, conseillait à ses compatriotes de bannir toute crainte au sujet de leur marine et « de dormir sur leurs deux oreilles ». La flotte britannique conserverait sa supériorité écrasante ; « le programme naval allemand, disait-il, pourrait bien n'être pas réalisé, et certainement il ne serait pas dépassé ». C'était là une affirmation dont la réalité n'a pas tardé à démontrer la fausseté. L'Amirauté a récemment appris que le

gouvernement allemand marchait dans l'exécution de son programme naval plus rapidement encore qu'il ne l'avait annoncé. M. Asquith a dû faire ce pénible aveu au Parlement.

La seconde erreur de l'Amirauté était de croire que les Allemands avaient besoin de trente mois pour construire un cuirassé du type *Dreadnought*, alors que deux ans suffisaient aux Anglais. Ici encore le gouvernement anglais se trouve déçu : les Allemands mettent exactement le même temps que leurs rivaux pour la construction des gros cuirassés.

Ces déclarations du premier ministre ont produit dans toute l'Angleterre une véritable consternation. Des pacifistes, des idéologues notoires comme M. Frederick Harrison, viennent d'abandonner, du coup, leur « pacifisme ». Ils annoncent à leurs compatriotes les pires catastrophes si un effort extraordinaire, surhumain n'est pas immédiatement accompli par l'Angleterre pour conserver, à tout prix, sa suprématie navale menacée.

Le gouvernement a fait connaître qu'on lancerait cette année quatre cuirassés du type *Dreadnought* amélioré. On préparera de plus la mise en chantier de quatre autres cuirassés « facultatifs », dont la construction pourra être commencée dès l'année prochaine.

Mais ce programme, qui va pourtant entraîner un énorme accroissement de dépenses et l'élaboration d'un budget naval tel que l'Angleterre n'en a jamais connu, est encore bien loin de contenter l'opposition. Celle-ci prétend qu'en présence des progrès réalisés par l'Allemagne un pareil programme est nettement insuffisant. Elle presse le gouvernement de donner des assurances plus précises touchant ces quatre cuirassés « facultatifs ». Les journaux conservateurs attaquent violemment les ministres pour leur manque d'énergie et de patriotisme. M. Balfour, chef de l'opposition, vient d'annoncer qu'il proposera lundi un vote de censure contre le gouvernement.

Voilà donc M. Asquith dans une situation terriblement embarrassante : il a gravement mécontenté les radicaux de son parti, furieux de voir s'en aller en bateau tous ces millions qu'ils s'étaient promis de consacrer aux réformes sociales ; les *petits Anglais*, comme on les appelle, s'irritent de cet accroissement des dépenses navales ; ils comptent, au sein du cabinet, des représentants influents comme MM. Lloyd George et Winston Churchill qui désapprouvent, assure-t-on, la politique du premier ministre. Si encore, en mécontentant ses amis, M. Asquith contentait ses ennemis ! Mais il n'en est rien, comme on le voit.

« Tout cela, c'est la faute de l'Allemagne », se dit instinctivement le public anglais qui se sent menacé de charges nouvelles. Et cette surenchère irritante, les comparaisons perpétuelles établies entre les deux flottes, les remarques aigres-douces échappées aux orateurs, quelquefois même aux ministres, dans l'un et l'autre Parlement, ne sont certainement pas faites pour améliorer les rapports entre les deux pays.

Raymond Recouly.

DERNIÈRES NOUVELLES

La santé de la reine d'Italie

Rome, 20 mars.

Le *Giornale d'Italia* dit que la reine Hélène est indisposée depuis quelques jours mais déclare que cette indisposition n'est nullement la conséquence d'une chute qu'elle aurait faite à Messine lors de la visite aux victimes du tremblement de terre, chute provoquée par une femme affolée et qui aurait eu pour conséquence la fracture d'une côte.

Le *Giornale* dément que la Reine ait eu une hémorragie provenant des suites de sa chute ; il dément également que la souveraine se trouve dans un état intéressant. Cependant, les conditions de la santé de la Reine ne sont pas bonnes et elle devra garder la chambre pendant quelques jours.

Finances turques

Constantinople, 20 mars.

Le grand vizir a soumis à la Chambre des députés un projet de loi qui a pour but d'ouvrir à l'insuffisance des crédits pour l'exercice écoulé. Dans son exposé des motifs, Hilmi-pacha fait ressortir qu'il y a urgence à régler la question, attendu que les fournisseurs militaires ont suspendu les livraisons de vivres pour l'armée. Il évalue à 6 ou 7 millions de livres turques les sommes qui restent à payer.

Le ministre des finances a été vivement attaqué parce qu'il a déclaré qu'il était impossible d'évaluer le chiffre de la dette et celui des fonds actuellement en caisse.

La réforme du tarif américain

Washington, 21 mars.

Les adversaires du bill Payne sur les droits de douane estiment que s'il est voté, il provoquera une lutte internationale à coups de droits de douane.

COURTES DÉPÊCHES

M. Crozier, ambassadeur de France, qui assistait samedi au dîner donné à Schœnbrunn par l'empereur François-Joseph, a présidé ensuite une fête très brillante donnée par l'Alliance française.

M. Leschman, ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, est transféré à Rome. M. Charles Sierli est nommé ministre à Buenos-Aires et M. Henry C. Ide, ministre à Madrid.

D'après une dépêche de Saint-Petersbourg au *Berliner Tageblatt*, M. Stolypine prendra, à partir du 23 mars, un congé qui durera le temps nécessaire pour le rétablissement complet de sa santé.

Rifaat-pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, est arrivé hier soir à Rome.

Plusieurs centaines de personnes, compromises dans le complot contre l'Emir d'Afghanistan, ont été arrêtées, et des exécutions sommaires par groupes ont lieu chaque jour, les condamnés sont mitraillés.

Figaro en Belgique

GRANDIOSE PROJET ARTISTIQUE

Bruxelles, 20 mars.

Notre ministre des sciences et des arts, le baron Descamps, a résolu d'organiser pour l'an prochain, au musée du Cinquantenaire de Bruxelles, une exposition rétrospective des splendeurs artistiques de la fin du seizième et du commencement du dix-septième siècles, exposition comprenant non seulement les maîtres œuvres des Rubens, des Jordans, des Van Dyck, mais encore les sculptures, armures, tapisseries, meubles de la radieuse époque d'art dont s'enrichit le règne

crits
trou-
tion,
expi-
aux
doux

Le
nus p
gue s
deux
leurs.
terre
deux
syllab

M.
à des
ne pt
mun
de M
mie s

M.
Jean
time
admi
corré
ritab
pou
valoi
conce
bique
des
par M
brevé
dovr
brevé
mesu

Les
de l'A
invit
tions
s'est
de de
chan
dour
Beck
obser

M.
sur le

Leo
créat
Fran
d'Eich
ric "P
popu
et née

Dis
la su
MM.
Func
docan
proch

Le F
à la M
reliqui

Mari
au 2^e
de L
midi).

Expo
rue de
mortes

Obsé
neveu
feld-m
Darn,

Requ
de l'An
d'Éyla

Coun
19, rue
ticius
Pierre
A l'1
(5 h. 4

ville :
Chate
M. L
lière »
M. Lé
celle T

L'as
tion p
aux m
tillite
généra
memb

Des
notam
sident
MM. L
et Viol
qui pr

Fe

Au

La
ger, c
lisée,
en tou
raque
geuse
à tou
comm
d'étud
levaie
dessus
carré
chés.

Pet
carrie
chape
large
leur
mach
parta
maiso
les da
C'étai
sirs d
n'ava
le Va
sieurs.

Déc
avec
petite
chand
étaier
Depu
sa co

passion ardente. Et M. Gilly chanta et joua de la façon la plus remarquable le rôle de Scarpa.

MM. Pini-Corsi, Chalmier et Marvini complétaient cette distribution hors de pair. L'orchestre était dirigé par M. Pomé.

Serge Basset.

SPECTACLES & CONCERTS

Aujourd'hui :

Université des Annales, 51, rue Saint-Georges, à 2 heures : « La Femme dans la vie », conférence par M. Maurice Donnay, de l'Académie française. Audition de Mlle Cécile Sorel, Provost, Bovy et Liffard, MM. Lefèvre et Lolo, de la Comédie-Française. Ouverture au public, à 5 heures : « Les Mystères de l'âme », conférence par M. Jules Bois.

— De 4 à 6 heures, « Five o'clock artistique », au 1^{er} étage du Café Américain, 4, boulevard des Capucines. Entrée par l'escalier de marbre.

Ce soir :

Aux Folies-Bergère, à 8 h. 3/4 précises, la Revue des Folies-Bergère, revue franco-anglaise de M. P. L. Flers, 22 tableaux, 800 costumes, miss Campton et Marie Marville, l'excentrique Chris Richards, Claudius, Pougand, Maurel et Morton. (La Première Enlèvement cordiale. Les Châteaux de la Loire. Les Camelots du Roy).

— A l'Olympia, à 8 h. 1/2, Paris-Singeries, revue à grand spectacle en 18 tableaux de MM. Max Dearly et Maurice Millot (le Pays des singes; Match d'un train et d'une auto; le Palais des contes et le Mariage de Cendrillon; Miss Edouard; Les Mille et une Nuits; Lucy Kelly, etc.). MM. Vilbert, Max-Morel, Gildard, Darcel, Resse, etc., les 18 Minutiers Boys, etc. « Monsieur et Madame X... », the event of the season. Partie d'attractions et ballet.

— A la Scala, à 8 h. 1/2, Sinoël, Lantheaume, Béguin de Rot, opéra (Sulbac, Lucy Mürger, Rouvières, Fréjol, Bruel, Danvers, Lilia Declos, etc., etc.).

— Au Nouveau-Cirque, le Plus beau Husard de France, opérette acrobatique, équestre et nautique. Attractions sensationnelles.

— A la « Lune Rousse », 36, boulevard de Clichy (téléph. 587-48) (direction Bonnaud-Bis), à 9 h. 1/2 : D. Bonnaud, Numa Blés, Baldu, P. Weil, Chanton, A. Stanislas, dans leurs œuvres, L'Épave, de Caran d'Ache, présentée par D. Bonnaud, Ici l'on tance, revue en un acte, jouée par Lucy Pezet, G. Chanton, A. Lanf, E. Deary, Numa Blés, etc.

— Salle Charras, 9 heures, « Cinéma d'art » : L'Enfant prodige (Silvain, Delhelly), la Tosca (La Bary et Silv), Visions d'Orient (en couleurs); Nouvelle série, etc. Matinées jeudi, dimanche et fêtes, à 2 h. 1/2.

— Au « Diable au Corps », la Revue joyeuse.

Pour les aveugles.

Un programme déjà merveilleux que nous avons donné de la matinée du 25 aux Folies-Bergère au profit des Quinze-Vingts il convient d'ajouter les « Velanches Dogs », le plus extraordinaire numéro comique de chiens; Chris Richards, le célèbre comique anglais qui fait courir tout Paris aux Folies-Bergère depuis ses débuts dans la revue, et trois tableaux de la merveilleuse revue de P. L. Flers dans lesquels paraîtront : miss Campton, Marie Marville, Claudius, Pougand, Maurel et Morton.

La location est ouverte; le prix des places est le prix habituel des Folies-Bergère.

A l'Olympia.

Depuis le « Looping the Loop » notre grand music-hall n'avait pas connu les succès archi-combles que lui vait le succès de M. et Mme X... d'Ethel Levey, de Vilbert, etc., dans Paris-Singeries, la triomphale revue de Max Dearly et Millot. Aussi, la direction de l'Olympia nous prie de l'excuser auprès des personnes qui n'ont pu trouver place aux trois dernières représentations et que l'affluence au contrôle a obligés de stationner sur le boulevard. Hier soir encore on a dû refuser près de 400 personnes. Des mesures ont été prises pour doubler le personnel de la porte et éviter ces encombrements. Toutefois pour les matinées et soirées de cette semaine il sera prudent de louer d'avance. (Téléphone : 244-68.)

A Parisiana, la Veuve joyeuse, l'opérette essentiellement française de MM. E. Joullot

et H. de Farcy, conquiert chaque soir un public enthousiasmé qui applaudit chaleureusement l'enlèvement et le parfait ensemble d'une troupe d'élite, en tête de laquelle brillent les noms d'Hélène Goudy, Mary-Hett, MM. Dutard, F. Frey, et tout un bataillon de jolies femmes qui s'épanouissent en bouquet dans le tableau des Fleurs d'amour.

COURRIER MUSICAL

Joseph Delcourt donne demain mardi, à la salle Pleyel son dernier Récital de la saison, avec des premières auditions de J-F d'Andrieu, Jacques Aubert, Dall'Abaco! Delcourt jouera encore, à ce concert, la Claque de Bach, et des œuvres de S.-M. Leclair. J. Aubert, avec accompagnement d'instruments à cordes et clavier (Mlle M. Delcourt), sous la direction de M. A. Catherine.

Billets chez les éditeurs, à la salle et chez A. Dandelot, 83, rue d'Amsterdam.

Récitals Galston.

Après le succès unanime de son premier Récital, Gottfried Galston est assuré d'un triomphe non moindre pour sa seconde séance, qui aura lieu à la salle Erard jeudi 25 mars. Outre du Liszt (dont la Sonate en ré mineur), du Chopin (6 Études, Berceuse), du Rubinstein, de Galston jouera du Brahms (3 Rhapsodies, Valse op. 35).

Billets à la salle, chez les éditeurs et M. A. Dandelot, 83, rue d'Amsterdam.

M. Claude Debussy conduira, au 7^e concert Sécchiari, à la salle Pleyel, sa suite de concert, Prélude, Le Après-midi d'un faune, A ce même concert, la 3^e Symphonie en ut mineur avec orgue de Saint-Saëns, qui valut à l'orchestre une si chaleureuse ovation au dernier concert (l'orgue tenu par Louis Vierne); 4^e audition en France de Baruffe Chiozzotto, ouverture de Sinigaglia; Prélude et Mort d'un héros (Concerto pour harpiste) de Händel par M. Huc, hanté solo de l'orchestre, et la Symphonie italienne de Mendelssohn.

Orchestre de 70 artistes sous la direction de MM. Claude Debussy et Pierre Sécchiari. Billets à l'avance sans augmentation de prix (1 à 6 francs) : salle Gaveau, chez Durand, Grus, Eschig et Laudy, éditeurs.

Salle Pleyel, lundi prochain 29 mars, à neuf heures du soir, Concert donné par Joseph Salmon, avec le concours de Mlle Marcelle Pégli. L'émotion chantante se fera entendre dans des Mélodies de Schubert et de G. Fauré. Joseph Salmon interprétera : Sonate pour violoncelle, d'Alfred Bruckner; le Concerto de Schumann, Sonate de Locatelli, Variations symphoniques de B. Boellmann.

Billets : à la salle Pleyel; chez les éditeurs Durand, Grus, Eschig, et chez Dandelot, 83, rue d'Amsterdam.

Mardi 30 mars, à neuf heures du soir, la Société Händel (directeurs-fondateurs MM. Borroé et Raugel) donnera, à la salle de l'Union, 14, rue de Trévise, son 3^e concert, avec le concours de : Mme Melno, contralto; MM. Bonnet, organiste de Saint-Eustache; Euvans, flûte; Tromblay, basse. Au programme des œuvres de Buxtehude, Clémant, Frescobaldi, Händel, Schütz. Le concert sera dirigé par M. René-Baton. Places de 1 fr. à 7 fr.; billets à la salle, chez Durand, Grus et à l'agence Demets, 2, rue de Louvois.

La Société des compositeurs de musique donnera le jeudi 25 mars, à la salle Pleyel, à neuf heures du soir, son 3^e concert où seront exécutées les œuvres de MM. G. Jacob (Heures bourgeoises), J. Jéanin (deux mélodies), Daniel de Lange (œuvres pour piano et mélodies), J.-B. Gagnon (sonate pour violoncelle et piano), H. Fleury (trois mélodies), et Louis Thirion (quatre pour instruments à archet).

Avec le concours de Mmes S. Iacombe, de Veer de Lange, Jean Arger, de Mlle Olga Monod et de MM. Johan de Veer, Feuillard, Casella, Willaume, Morel et Macon.

Au concert de l'Alliance française que nous avons annoncé pour mercredi après-midi, Salle d'Athènes, il faut ajouter le concours de Mr D. Devriès, de l'Opéra-Comique et de Mlle Florica Cotcheda.

Rappelons que Mmes Colette Willy, Ju-

LES GRANDES VENTES

A la salle 10, M. Lait-Duboulet, assisté de M. L. Deltel, expert, vendait une série intéressante de dessins des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles. Il ne s'y trouvait pas de pièces exceptionnelles, mais de jolis jeux de plume, de pinceau ou de crayon, par des artistes goûtés des amateurs. En voici les prix d'adjudication :

N^o 9 et 10, Bailly, La Demande en mariage et Le Coucheur de la marée, 205 fr. ; n^o 34, D. Dumontier, Portrait présumé de Mlle de Mancini, 225 fr. ; n^o 44, F. Goya, Perceval, 340 fr. ; n^o 85, Greuze, Née d'un porc, 441 fr. ; n^o 77, Laguerre, Portrait présumé d'Enguerrand de Marigny, 480 fr. ; n^o 80, du même, Un Russe, 511 fr. ; n^o 129, Aug. de Saint-Aubert, Espagnole, 931 fr. ; n^o 157, Ant. Watteau, Deux bergers, 200 francs.

Valemont.

La Vie Sportive

COURSES A AUTUEL

Pour sa première, Monsieur Printemps ne s'est pas mis en frais, il serait temps cependant qu'il vint apporter une consolation à tous ceux qui ont été victimes du froid, de la gelée, de la neige et de la pluie. Hier, c'était le tour de la pluie contrariant une journée qui s'annonçait très intéressante avec deux grands prix de 20,000 francs.

Le public naturellement s'est montré récalcitrant, les dames surtout, et naturellement les toilettes hivernales. Au point de vue recettes, la constatation est désastreuse. Voilà deux dimanches qui doivent accuser au moins 200,000 francs de baisse. Heureusement que le côté sportif a sauvé la situation. Nous avons eu surtout un Grand Prix du Printemps (quelle ironie, on ne nous parle que du printemps !) particulièrement réussi. La victoire est revenue au meilleur cheval, qui était également le plus cher, Hérosion II. Il avait fait une excellente impression à Pau, il l'a confirmée à Autuel. Parmi les battus, il convient de signaler le fantaisiste Brantôme II qui, au milieu du parcours, a refusé de s'employer, et qui n'a consenti à s'imposer un effort qu'à l'avant-dernière haie, c'est-à-dire lorsque tout était fini.

Le prix Robert-Hennessy n'a pas été gagné par aussi méritant. Mademoiselle Boniface doit surtout sa victoire à son jockey qui, sagement, a laissé Pierrago soutenir les assauts hâtifs de Grand Duc, Alexandrine et Etincelle II; après la dernière haie, Pierrago n'avancait guère et Mademoiselle Boniface, dès qu'elle fut parvenue à le rejoindre, l'a dompté.

Saint Caradeo a fait sa petite promenade habituelle, mais sa compagne Jumelle n'a pas fait la même chose que lui. Pour donner un peu de variété, elle s'est refusée à un effort même léger.

Prix Nung (3,000 fr., 3,500 m.). — 1. Mat-souy, à M. G. Belleville (Deffeyer); 2. Braggart, à M. G. A. Saportas (Hollboone); 3. Kas-saba, à M. E. Thiebaut (J. Bartholomew) (2 longueurs 1/2, tête).

Non placés : Etincelle II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix Robert-Hennessy (20,000 fr., 5,000 m.). — 1. Mlle Boniface, à M. Champion (A. Carter); 2. Pierrago, à M. L. N. André (Hawkins); 3. Alexandrine, à M. Pizer (G. Sauval) (6 longueurs, 1/2 longueur).

Non placés : Etincelle II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 46 francs. Placés : Mat-souy, 37 fr.; Braggart, 58 fr.

Prix Valentino (8,000 francs, 4,300 m.). — 1. Saint Caradeo, à M. A. Vol-Picard (Parfremont); 2. Le Saulay, à M. Champion (J. Robinson); 3. Napoléon IV, à M. H. de Mumm (Sheppard), dérobé et remonté.

Prix mutuel à 10 fr. : 13 francs.

Prix Robert-Hennessy (20,000 fr., 5,000 m.). — 1. Mlle Boniface, à M. Champion (A. Carter); 2. Pierrago, à M. L. N. André (Hawkins); 3. Alexandrine, à M. Pizer (G. Sauval) (6 longueurs, 1/2 longueur).

Non placés : Etincelle II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 49 fr. Placés : Mlle Boniface, 20 fr. 50; Pierrago, 26 fr. 50; Alexandrine, 58 fr. 50.

Grand Prix du Printemps (20,000 fr., 3,800 m.). — 1. Hérosion II, à M. J. Liéux (Deffeyer); 2. Coq II, à M. G. Cornu-Langy (R. Saury).

Non placés : Hérosion II, Grand Duc, Canada, Ros, Crenstun.

Sauval); 3. Cappiello, à M. James Hennessy (A.-E. Bates) (1 long. 1/2, encolure).

Non placés : Druidesse, Patricien, Gaspar, Quolibet II, Mon Général, Bethselda, Brantôme II, Antiochis.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 488 fr. Placés : Hérosion II, 50 fr.; Coq II, 34 fr.; Cappiello, 58 fr.

Prix Arculea (4,000 fr., 3,500 m.). — 1. Mlle Aminté, à Mme Ricotti (Parfremont); 2. Chanoine, à M. Ricotti (R. Sauval); 3. Samuël, à M. A. François (Bourdais) (1 longueur, 6 longueurs).

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 43 fr. Placés : Mlle Aminté, 13 fr. 50; Chanoine, 14 fr.

Prix du Lac (4,000 fr., 3,400 m.). — 1. Trianon III, à M. H. de Mumm (Sheppard); 2. Jumelle, à M. A. Veil-Picard (Parfremont); 3. Cornob, à M. Saportas (A. Carter) (2 longueurs, 4 longueurs).

Non placés : Gribouille.

Prix mutuel à 10 fr. : Gagnant, 128 fr. 50. Placés : Trianon III, 17 fr.; Jumelle, 11 fr. 50.

Ajax.

LES ARMES

Salle Bergès. — Société d'escrime à l'épée, L'Assaut de la salle Masselin. — L'Assaut Surget-Pessina.

La salle Bergès vient de renouveler son comité pour l'année 1909-1910; ont été élus :

Le lieutenant-colonel Darné, président. Le comte H. de La Rochefoucauld, MM. André Truchy et G. Dillon-Kavanagh, vice-présidents.

M. Maurice Huet, secrétaire. M. Gustave Jacquet, trésorier.

MM. Bonnet, J. Delagrèze, Dumesnil, Flialix, docteur Haas, Lambert, P. Magnier, Poret, Saigé, Schieler, membres du comité.

MM. de Vizey et Foule ont été nommés membres du comité.

La date de l'assaut annuel de la salle a été fixée au samedi 24 avril.

L'assaut que donnent ce soir, à neuf heures, au cercle Molière, 104, rue Richelieu, la salle Masselin et le cercle des Armes, se terminera par la rencontre des maîtres A. Bergès et Masselin, au fleuret. MM. Guyon et Lécuyer tireront au sabre à la fin de la première partie.

Les noms de MM. Sabras, Blanchon, B. Deligny, Poirier, Audigier, G. Renard, Jeanson, Amorin, J. Baudry, Désiré, sont également inscrits au programme, ainsi que ceux de MM. E. Lafont et A. Ronand (boxe française), et de MM. P. Plé et Willaume (boxe anglaise).

M. Deligny présidera. M. Ad. Guyon dirigera les jeux.

Au cours de la soirée artistique donnée hier soir par le cercle Huet, les maîtres Pessina et Surget ont mérité les applaudissements de l'assistance, par un savant et très brillant assaut d'épée.

Le match gagners contre droitiers, organisé par la Société d'escrime à l'épée de Paris a été disputé hier au lycée Carnot. Les gagners ont remporté la victoire par 14 points à 11. Voici le détail des touches reçues par les tireurs :

Droitiers : M. Lippmann, 1 touche; M. de Préjolan, 3; M. Ivanovitch, 3; M. Peron, 5; M. A. Massard, 2.

Gaucher : M. Gaudin, 1 touche; M. J. du Breuil de Saint-Germain, 1; M. E. Peigné, 1; M. Audigier, 4; M. de la Roche, 1.

Les poules mensuelles de la Société ont été gagnées par MM. Faure, de Romilly, A. Massard et Rodrigues.

M. Danchez de Beaubert présidera.

Jean Septime.

AUTOMOBILISME

Italie dans l'Argentine. — Nos exportations.

Nous avons donné hier matin les très intéressants résultats du meeting donné ces jours derniers aux environs de Buenos-Aires sur le circuit Mar del Plata. Il est une performance qu'on ne saurait trop faire remarquer, celle accomplie par un conducteur quaternaire, le docteur Roth, qui a triomphé dans l'épreuve de vitesse. Cette épreuve se courait sur 600 kilomètres; 600 kilomètres de routes effroyables, d'un sol affreux et d'un parcours dangereux. Les concurrents en 8 heures 6 minutes, c'est-à-dire à une moyenne de 75 kilomètres à l'heure. C'est un exploit hors de ligne. Neuf voitures participaient à la course;

trois seulement ont terminé. La voiture gagnante est une Itala qui a devancé de plus d'une heure les deux autres qui ont pu résister à son train infernal. C'est une victoire qui ne surprend pas de cette marque, spécialiste des performances en coup de tonnerre; celle-ci réjouira tout particulièrement Henry Fournier, directeur de Paris-Automobile et représentant des Itala qui affirment ainsi, une fois de plus, leur exceptionnelle robustesse.

Comme on aurait tort de désespérer de l'avenir. Les affaires automobiles de la France vont de mieux en mieux, et l'on peut même dire qu'elles sont tout à fait remises du malaise qu'elles subirent en 1907. De ce retour à la santé nous en avons la preuve matérielle dans les chiffres des exportations automobiles françaises. Elles se sont élevées à 19,500,000 francs pour janvier et février 1909, alors qu'elles n'avaient atteint, pour les deux mois correspondants de 1908, que 17,300,000 francs.

Le silence d'une voiture est généralement de bon ton, et ce sont les voitures de marques inférieures qui se distinguent par leur bruit. La marque Charron s'est appliquée à rendre ses modèles absolument silencieux.

Charron, Limited, 7, rue Ampère, à Puteaux.

Voitures de luxe Charron et Renault en location, au mois, à la semaine ou à la journée, s'adresser pour tous renseignements à la maison Bondis et C^o, 45, avenue de la Grande-Armée, Paris.

Les derniers perfectionnements existent sur les châssis Léon Bollée, du Mans, réputés justement comme les plus souples, les plus silencieux et les mieux construits.

Succursale de Paris, 49, rue de Villiers, à Neuilly-sur-Seine.

Renault présente au public, en 1909, les modèles suivants qui sont en vente à la maison Outin-Chalandre (Gaetan de Knyff, directeur, 4, rue de Chartres, à Neuilly (porte Maillot) : 8, 9 et 10/14 chevaux, 2-cylindres, 10/14, 12/16, 14/20, 20/30, 35/45-cylindres, 4-cylindres, 50-60 chevaux, 6-cylindres.

Au 21 des Champs-Élysées se trouve le luxueux hall d'exposition de la Société Lorraine-Diétrich.

Tous les modèles des célèbres ateliers de Lunéville-Arqueville y sont représentés et peuvent être essayés.

La voiturette Sizaire et Naudin, 3,950 francs, 79, rue Lormel, Paris.

Pour avoir dans des conditions extrêmement avantageuses une voiture Léon Bollée, du Mans, ou une des merveilleuses voitures légères Zedel 1909, il faut s'adresser à M. Vendel, agent direct, 20, rue Brunel, Paris.

La promenade au Bois à bicyclette n'est pas seulement agréable que si l'on emploie la nouvelle bicyclette « Rivalta ». On peut l'acquies chez MM. Rivalta et Cie, 11, rue de Berri.

La Banque automobile, 10, rue Castiglione, à Paris, envoie franco sur demande son Fascicule illustré, donnant des renseignements sur toutes les marques de voitures automobiles, de luxe ou de livraison, vendues aux meilleures conditions et payables au gré de l'acheteur.

Une soirée interrompue. — Une lettre d'Urban Gohier.

Faites du bon sport, vous connaîtrez le succès; faites du mauvais sport, vous aurez quelque jour le scandale.

Et c'est pourquoi la réunion de boxe donnée samedi soir à l'Hippodrome s'est terminée au milieu des manifestations furieuses du public, qui dans sa colère a brisé tout ce qu'il a pu, lampes, banquettes, glaces, pots de fleurs, chaises, tables, carreaux, tant qu'il a fallu l'intervention d'agents et de gardes pour mettre fin à un scandale qui pouvait plus mal tourner encore.

Les protestations ont commencé au cours d'une lamentable parodie pugilistique, dite « Royal Battle ». La « Royal Battle » est une fantaisie de sportsmen riches et malades.

Province.

CHATEAU ET DOMAINE de GRÉSIGNY, au lieu de Beaulieu, commune de Beaulieu, 151 hect. bois, étangs, chasse et pêche. Terres louées 3,800 fr. à Adjudger le 2 mai 1909, à 2 h. M. ap. 100,000, céd. Rivain, n^o 7, Fontainebleau.

COMMISSAIRES-PRISEURS.

A ces Annonces est appliqué un Tarif dégressif, dont les prix diminuent en raison de l'importance des ordres.

AVIS.

Expositions et Ventes.

COLLECTION DE M. LE COMTE DE L*** TABLEAUX PASTELS — GOUGHES.

Par M. de Champagne, David, Fagnard, Géricault, Lagrange, Perronneau, M. Vigée-Lebrun, etc. Œuvres importantes de John Lewis Brown. Gravures anciennes, franc. et angl. OBJETS D'ART REMARQUABLES CONSOLE D'ÉPOQUE DE LA RÉGENCE. VENTE Hôtel Drouot, salles 9 et 10, le 1^{er} avril 1909.

M. HENRI BERNIER, c